

Maître d'ouvrage

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

16, rue Antoine Zattara – CS 70248

13331 MARSEILLE CEDEX 3

tél : 04 86 94 68 00 - fax : 04 91 28 42 21

dir.med@developpement-durable.gouv.fr

Travaux entretien spécialisé et réparation des ouvrages d'art des départements des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes du réseau routier de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Cadre du SOPRE

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

16, rue Antoine Zattara – CS 70248

13331 MARSEILLE CEDEX 3

tél : 04 86 94 68 00 - fax : 04 91 28 42 21

dir.med@developpement-durable.gouv.fr



PRÉAMBULE

Le SOPRE qui comprend notamment le SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets) permet au maître d'ouvrage :

- d'évaluer la politique de l'entreprise en matière d'environnement,
- d'évaluer sa détermination à l'appliquer sur le chantier,
- d'être sûr que l'entreprise retenue s'engage à mettre en œuvre, si elle devient titulaire du marché, un plan de respect de l'environnement (PRE).

Il appartient à l'entreprise de remplir et abonder les pièces contenues dans ce cadre de SOPRE.

Il lui appartient également de fournir sa politique générale sur la prise en compte de l'environnement et ses éventuelles certifications.

Ces informations seront les éléments de décision pour la recevabilité et le jugement de l'offre présentée.

Le SOPRE engage l'entreprise à établir et mettre en œuvre, si elle devient titulaire du marché, un programme de respect de l'environnement (PRE) qui satisfasse aux exigences du marché.

Il sera soumis au visa du maître d'œuvre et s'appliquera à toutes les prestations, qu'elles soient ou non sous-traitées.

Ce document sera mis à jour autant que de besoin sur demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

1. DÉCLARATION DE LA DIRECTION

1.1 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE

Pièces à fournir dans le SOPRE :

- La politique environnementale de l'entreprise (ou à défaut, tout document présentant ses engagements et pratiques en matière d'environnement),
- Les certifications éventuelles détenues (ISO 14001, EMAS, ou équivalents), ou toute preuve équivalente de démarches environnementales.

1.2 ENGAGEMENT DE LA DIRECTION

NOM DU MANDATAIRE :

ADRESSE :

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :

DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Soucieux de minimiser les impacts de notre activité sur l'environnement,

Je soussigné,

agissant en qualité de

et au nom du groupement :

Déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre un plan de respect de l'environnement (PRE), établi sur la base du SOPRE et qui couvrira l'ensemble des exigences légales, réglementaires et contractuelles, ainsi que les engagements du/des titulaire(s) du marché ,
- à m'assurer, par tous les moyens de l'application de ce PRE par mes services et par ceux de mes co-traitants et sous-traitants éventuels concernés,
- à m'assurer de l'efficacité du PRE mis en place.

Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé »

Fait à , le

Le Mandataire

2. IDENTIFICATION DES PARTIES CONCERNÉES

2.1 MAÎTRISE D'OUVRAGE

Direction interdépartementale des routes Méditerranée

2.2 MAÎTRE D'ŒUVRE

Direction interdépartementale des routes Méditerranée

2.3 ENTREPRISE

MANDATAIRE :

COTRAITANT(S) :

SOUS-TRAITANT(S) :

L'entreprise fait rédiger par les co-traitants et sous-traitants la partie du SOPRE relative à leurs travaux respectifs. Le PRE, mis au point en période préparatoire, en assurera la coordination.

3 ORGANISATION, IDENTIFICATION ET RÔLE DES DIFFÉRENTS ACTEURS

3.1 ORGANIGRAMME FONCTIONNEL

L'entrepreneur présente sous forme d'organigramme son organisation et celles de ses sous traitants.

Devront apparaître :

- Les moyens humains et leur positionnement affectés à l'affaire,
- Le positionnement du chargé d'environnement et ses interactions avec les responsables,
- L'appui logistique environnemental si nécessaire.

Présenter l'organigramme en positionnant notamment le chargé d'environnement

3.2 RÔLE DU CHARGÉ ENVIRONNEMENT DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur désigne nominativement dès l'offre du marché un « Chargé Environnement », indépendant de la chaîne de production.

Il est responsable de l'action des différents services de l'entreprise, des co-traitants et sous-traitants sur le chantier.

Le chargé de l'environnement a un triple rôle :

- Interlocuteur du maître d'œuvre et de ses représentants,
- Information de l'entreprise mandataire, et des entreprises co-traitantes ou sous-traitantes,
- Contrôle externe en matière de protection de l'environnement.

En particulier, il transmet au maître d'œuvre le Plan de Respect de l'Environnement pour VISA, le fait appliquer et évoluer en fonction des spécificités du chantier.

Missions du Chargé Environnement de l'entreprise :

- Mise en place d'un système de management environnemental comprenant :
 - La rédaction de toutes les pièces à caractère environnemental du marché,
 - La participation à la visite du chantier préalable, aux réunions de chantier, examen des points critiques environnement, des points d'arrêt et des fiches de non-conformité,
 - Accueil des compagnons et sous traitants : rédaction d'un « guide pratique environnement » (avec carte pratique, carte enjeux, prescriptions par thème avec schéma).

Moyens précis d'information, concernant le PRE, du personnel des différentes entreprises du groupement, des sous-traitants et des fournisseurs (¼ d'heure régulier, livret d'accueil,...):

Présenter les moyens d'information du personnel à la thématique environnementale

4. CV DU CHARGÉ ENVIRONNEMENT

Présenter ou joindre le CV du chargé d'environnement

5. MESURES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

5.1 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MESURES

Le tableau suivant, à compléter par l'entrepreneur, présente les dispositions envisagées pour limiter les impacts sur l'environnement durant les chantiers.

Enjeux	Impacts	Mesures proposées pour supprimer ou limiter les impacts
Protection du milieu naturel, des cours d'eau, du milieu aquatique et eaux souterraines	Faune	Mesures proposées pour limiter la gêne à la faune :
Protection du milieu naturel, des cours d'eau, du milieu aquatique et eaux souterraines	Flore	Mesures proposées lors de l'entretien des engins, ravitaillement : Mesures proposées pour ne pas pénétrer ou endommager des zones sensibles ou hors des emprises :
Protection du milieu naturel, des cours d'eau, du milieu aquatique et eaux souterraines	Milieu aquatique et eaux souterraines	Mesures proposées lors de l'entretien des engins, ravitaillement, etc... :
Prolifération d'espèces invasives	Plantes invasives	Proposition des méthodes et moyens de destruction si besoin :

5.2 PROCÉDURES À FOURNIR AVEC LE PRE

Procédures obligatoires à fournir avec le PRE lors de la période de préparation :

- Procédure d'urgence: *Incendie*.
- Procédure d'urgence: *Pollution accidentelle*.

Liste des « Procédures travaux » que l'entreprise s'engage à fournir dans son PRE :

- Procédure « XXX »
- Procédure « YYY »
- Etc, ...

Ces procédures comporteront :

- L'objet de la procédure,
- L'identification des risques et des objectifs,
- La méthodologie / le mode opératoire détaillé,
- Les moyens mobilisés (personnels, matériel, fournitures, dispositifs de sécurité...),
- Les indicateurs de performance / conformité (quantitatifs ou qualitatifs, seuils acceptables),
- La fiche de contrôle correspondant à la procédure,
- La liste des produits employés,
- Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits – à joindre systématiquement,

Les produits qui ont des effets nocifs sur l'environnement sont interdits, sauf autorisation du maître d'œuvre. (Les préparations ou produits dangereux, nocifs ou toxiques pour l'environnement sont les produits étiquetés avec le symbole de danger N et ceux dont la phrase de risque R est de R50 à R59).

6. LES CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX

6.1 ORGANISATION DES CONTRÔLES

	Personne chargée du contrôle
Contrôle interne	Nom : Prénom: Qualité:
Contrôle externe	Nom: Prénom: Qualité: Chargé d'environnement

6.2 PLAN DES CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX QUE L'ENTREPRISE S'ENGAGE A ÉTABLIR

Le plan des contrôles environnementaux que l'entreprise s'engage à réaliser pendant toute la durée des travaux est détaillé dans le tableau ci-après.

L'entreprise se doit de le remplir et l'intégrer dans ce SOPRE pour la remise des offres.

Le cadre du plan des contrôles, établi par le Maître d'œuvre ci-dessous, liste les contrôles intérieurs obligatoires.

(Le Maître d'Ouvrage ne réalisera pas de contrôle extérieur qui dispenserait l'entreprise d'effectuer ses propres contrôles, sauf cas particulier signalés ci-dessous)

Il est à abonder et à compléter par l'entreprise.

Ce tableau sera employé lors des phases ultérieures (PRE) par la maîtrise d'œuvre et l'entreprise.

Action ou procédure obligatoire	Description du contrôle	Fréquence du contrôle interne	Fréquence du contrôle externe	Fréquence du contrôle extérieur du MOE (pour information)
Délimitation des emprises	Implantation des limites des zones à protéger Respect des zones interdites et des limites d'emprises.			Inopiné
Stockage de produits dangereux	Contrôle de l'aménagement de l'aire et du stockage des produits dangereux			Inopiné
Procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle	Un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle sera mis en place. Contrôle des moyens d'intervention et d'organisation en vue de maîtriser puis de remédier aux impacts éventuels générés en cas d'incident ou d'accident.			Inopiné

6.3 MAÎTRISE DES NON-CONFORMITÉS

L'entreprise s'engage à ce que :

- Les écarts et non-conformités soient traités selon la procédure générale de son PAQ ;
- Les fiches de non-conformité (FNC) soient présentées par l'entreprise au maître d'œuvre, que ce soit de leur propre initiative ou sur réclamation du maître d'œuvre.

Un modèle de fiche de non-conformité est joint en annexe à ce document. Les éléments y figurant devront apparaître dans le modèle de fiche proposé par l'entreprise.

Ces FNC seront suivies à chaque réunion de chantier.

Traitement des non-conformités

Le maître d'œuvre et le coordinateur environnement s'assurent :

- Qu'elle soit enregistrée sur la fiche correspondante (non-conformité, adaptation, écart)
- Que l'action curative ou corrective proposée par l'entreprise soit possible,
- Que la solution proposée soit pertinente et la valide,
- Qu'une action préventive soit mise en place afin que cette non-conformité ne se reproduise,
- Que le résultat obtenu soit conforme à ce qui été attendu (efficacité),
- Que la fiche puisse être clôturée.

L'entreprise réalise, ponctuellement et en fin de chantier, la synthèse de ces fiches et en propose la clôture au maître d'œuvre.

7. CADRE DU SCHÉMA D'ORGANISATION DE LA GESTION DES DÉCHETS (SOGED)

Le Maître d'ouvrage impose le cadre du SOGED qui est complété par l'entreprise.

VADE MECUM

Le SOGED devra contenir les informations relatives à la gestion des déchets par l'entreprise ou par la maîtrise d'ouvrage.

Dans ce schéma d'organisation, l'entreprise devra :

- Classer et identifier tous les déchets,
- Classer les déchets par destination :
 - en privilégiant la valorisation et le recyclage au stockage / évacuation,
 - en présentant l'organisation et l'organigramme de ce tri des déchets par filière, en précisant les quantités prises en compte et les quantités de déchets ou matériaux réemployés, recyclés et valorisés par filière ou processus ;
 - en décrivant les filières proposées ;
- Décrire et s'engager sur les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Ce SOGED sera complété par une analyse environnementale et économique globale, pour chaque type de matériaux.

L'entreprise devra justifier son choix environnemental de gestion des déchets par une prise en compte optimale du développement durable en s'appuyant sur des données objectives et quantifiées :

- Valorisation des déchets produits sur le chantier,
- Réutilisation des déchets recyclés
- Calcul du coût réel d'élimination tenant compte des économies dues au recyclage ou à la réutilisation, en intégrant l'impact environnemental et économique du transport.

Abonder et préciser le processus de suivi réalisé par le chargé environnement : ses devoirs, tâches (actions) et leur périodicité.

Pour le cas des déchets particuliers (végétaux infestés, ...) :

- Choisir les filières et donner les références des entreprises choisies
- Choisir les filières pour le bois énergie, le bois de feux,...
- Planifier le brûlage des végétaux contaminés ou infectés et proposer une fiche de procédure pour demander et obtenir les autorisations nécessaires dans les délais en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

7.1 LA GESTION DES DÉCHETS

7.1.1 TRI DES DÉCHETS – FILIÈRES DE TRAITEMENT – PRESTATAIRES / ORGANISME AGRÉÉ

TYPE DE DÉCHETS	Déchets dans l'emprise des travaux	MOYENS DE TRI & TRAITEMENT		FILIÈRES Complétées par l'entreprise
		Imposés	Proposés par l'entreprise	Nom du Prestataire / Organisme agréé
	Déblais non pollués	Valorisation		
Déchets non dangereux non-inertes	Déchets ND mélangés			
	Déchets verts, bois non traité	Valorisation		
	Emballages			
	Matériau métallique			
	Matériau plastique			
	Terre végétale	Réemploi		
Déchets dangereux	Déchets dangereux mélangés			
	Aérosols			
	Batterie, accus,..	Bac étanche		
	Bois traité, végétaux infestés			
	Produits toxiques, solvants,...	Bac étanche		
	Huile usagée, filtres, tissus souillés,...	Bac étanche		
Déchets spéciaux	Déchets ménagers	Réglementation locale		
	Cadavres d'animaux	Vétérinaire équarrissage		

8 CONTRÔLE DU RESPECT DU SOGED

8.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Définition des devoirs, des tâches et leur périodicité incombant au chargé environnement.

8.2 CADRE DU PLAN DES CONTRÔLES ENVIRONNEMENTAUX SPÉCIFIQUES À LA GESTION DES DÉCHETS

Le cadre ci-dessous est présenté à titre d'exemple. Il peut être modifié par l'entreprise pour l'adapter aux chantiers et à son système de management environnemental.

Mesures	Description du contrôle	Fréquence du contrôle interne	Fréquence du contrôle externe	Fréquence du contrôle extérieur du MOE (pour information)
Tri des déchets	Contrôle de l'organisation et de l'application du tri sélectif des déchets : - mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux, - feux non déclarés, non autorisés, - enfouissement de déchets de chantier, - dépôts dans des lieux non réglementaires ou non agréés			Inopiné
Conditionnement et stockage	Absence de dépôts sauvages, moyens de stockage et de conditionnement des déchets conformes à la législation et fonctionnels. Veiller à ce que les prescriptions des FDS et notamment celles relatives au rejet accidentel, à l'élimination, à la manipulation / stockage et au transport soient appliquées.			Inopiné
Produits dangereux	Contrôle de l'aménagement de l'aire de stockage des produits dangereux et de la mise en place du dispositif de rétention étanche.			Inopiné
Transport	Vérification du respect des prescriptions des arrêtés et autorisations de la législation des transports et notamment transport des déchets de chantier dangereux par une entreprise agréée			Avant transport
Réemploi, recyclage et valorisation	<ul style="list-style-type: none">• Respect des filières choisies,• Respect des objectifs de réemploi et recyclage,• Respect des quotas de déchets valorisés.			En continu
Traçabilité et maîtrise des documents	La traçabilité sera assurée par la tenue d'un chapitre environnement au journal de chantier, par l'archivage des documents sous une forme permettant leur vérification et par un récolement en fin de travaux Remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier			En continu